

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA DIRECTION
RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Réunion de la Commission de suivi de site de la société KMG implantée sur la commune de Saint-Chéron

8 novembre 2016 – Sous-préfecture d'Etampes

Synthèse

Introduction

Début de la réunion à 10h21.

Zoheir BOUAOUICHE

Sous-préfet d'Étampes

Je vous propose d'attaquer l'ordre du jour de notre Commission de suivi de site (CSS) annuelle en commençant par le bilan d'activité.

Bilan d'activité et de prévention des risques présentés par l'exploitant

Présentation du site de KMG à Saint-Chéron

Joseph CARDUCCI

Directeur du site de Saint-Chéron – KMG

Le groupe KMG a effectué cette année une acquisition à Singapour pour développer la production.

Laurent OLIVÉ

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE)

Où sont fabriqués les produits transitant par votre site ?

Joseph CARDUCCI

A Saint-Chéron, nous purifions des produits bas de gamme comme l'alcool isopropylique, pour lequel nous couvrons 60 % du marché européen, mais il n'est pas prévu de le produire ici.

Zoheir BOUAOUICHE

Mais où sont produits ceux que vous purifiez à Saint-Chéron ?

Joseph CARDUCCI

Ils viennent d'Allemagne ou de France.

Serge BEDOS

Association Essonne Nature Environnement (ENE) – Représentant des riverains

La production en Asie se fera-t-elle au détriment des autres sites ?

Joseph CARDUCCI

Non. Le site de Saint-Chéron ne vend pas en Asie les molécules produites. L'Asie produit de l'acide nitrique dont une petite quantité vient de France.

Activité du site de Saint-Chéron

Joseph CARDUCCI

Il n'y a pas de changement dans l'organisation du site de Saint-Chéron : un laboratoire, une plateforme logistique et des prestations de stockage, pour lesquelles nous sommes en phase de renégociation de contrat.

Nos volumes de production restent stables. L'alcool isopropylique représente 56 % de notre production, dont l'essentiel est conditionné en récipients de 200 litres et plus

Laurent OLIVÉ

Est-ce une tendance stable ?

Joseph CARDUCCI

Le conditionnement en conteneurs diminue fortement les manipulations, donc le risque de pollution.

Notre principal client est l'Italie.

Les tonnages transportés pour la société ST Microelectronics de Tours sont stables, mais nous ignorons si cette prestation va se poursuivre au-delà de fin décembre.

Serge BEDOS

Ne s'agit-il pas que d'un choix de transporteur ?

Joseph CARDUCCI

A condition d'être retenus par l'appel d'offres en cours. Nous renégocions en ce moment ce contrat, qui a 80 % de chances d'être reconduit.

Pascal JAVOURET

Maire de la commune de Sermaise

Cela peut n'impacter que 20 % de votre activité.

Joseph CARDUCCI

Un peu moins de 9 %.

Serge BEDOS

Toujours dans les mêmes conditions de sécurité ? Cela peut être gênant si c'est moins cher.

Joseph CARDUCCI

Pour nous, la limite acceptable reste la rentabilité de la prestation.

Jocelyne GUIDEZ

Maire de la commune de Saint-Chéron

Dans ce cas le client ira ailleurs.

Joseph CARDUCCI

Sur un autre site.

Zoheir BOUAOUICHE

Le client, mais pas le transporteur.

Joseph CARDUCCI

Cela représenterait une perte d'activité pas négligeable.

Serge BEDOS

Le transporteur stocke-t-il les produits dans ses hangars ?

Joseph CARDUCCI

Aujourd'hui, il les stocke chez nous, mais demain chez un autre prestataire.

Jean-Paul GABIREAU

Association Sermaise Environnement – Représentant des riverains

Avec les autorisations de la DRIEE locale ?

Joseph CARDUCCI

5

Nous parlons d'un gros client, qui ne stockera pas chez quelqu'un qui n'a pas le droit de le faire.

Les volumes expédiés depuis le site en dehors de la prestation sont également stables.

Situation réglementaire

Joseph CARDUCCI

KMG s'est mis en conformité avec la directive SEVESO 3, mise en place en juin 2015. Toutes les informations ont été transmises à la DRIEE.

Laurent OLIVE

Cela a été fait dans les temps.

Suivi environnemental et indicateurs

Joseph CARDUCCI

Les rejets atmosphériques d'ammoniac restent en dessous des seuils.

Par ailleurs nous revalorisons et revendons nos déchets.

Notre consommation d'eau est suivie. Purifiée, c'est une matière première que nous utilisons en dilution dans nos produits.

Pascal JAVOURET

La consommation d'ammoniaque semble moins forte en hiver qu'en été.

Joseph CARDUCCI

La température joue sur la concentration du produit. Ce n'est pas lié à l'activité.

Bilan des objectifs 2015-2016 (formation et management Hygiène sécurité environnement - HSE)

Joseph CARDUCCI

Le groupe maintient ses objectifs de « *nearmiss* » et de quasi-accidents, et nous n'avons eu aucun accident sur le site. Nous avons effectué les exercices d'évacuation et de Plan d'opérations interne (POI) avec l'entreprise voisine Sherwin Williams.

Nouvelles règles de port des Equipements de protection individuelle (EPI)

Joseph CARDUCCI

Depuis le 1^{er} juin, nous imposons de nouvelles règles de port des EPI, pour les personnels dans certaines zones, ainsi que pour les visiteurs.

Laurent OLIVE

Le scénario 2016 prévoyait l'installation d'un défibrillateur.

Joseph CARDUCCI
C'est en cours d'étude.

Mise en place de la méthode « 5S »

Joseph CARDUCCI
Nous avons lancé une démarche « 5S », d'abord déployée sur le laboratoire, les bureaux et la maintenance, puis actuellement portée sur la production et la logistique.

Bilan des formations

Joseph CARDUCCI
Nous proposons des formations pour le personnel : POI, *Accord for dangerous goods by road* (ADR), Sauveteur secouriste du travail (SST), Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES), etc.

Investissements 2015-2016

Joseph CARDUCCI
Les investissements sur le site ont surtout concerné des études. Cependant, nous avons installé des caméras sur les points sensibles, nous travaillons sur la protection des cuves et la zone de rétention, nous avons remplacé le compteur d'eaux de rejet et installé un pH-mètre automatique.

Jean-Paul GABIREAU
Pour des analyses de PH ?

Joseph CARDUCCI
Oui, nous analysons le PH des eaux avant rejet.

Jean-Paul GABIREAU
Auxquelles vous rajoutez quelque chose ?

Joseph CARDUCCI
Nous pouvons rajouter des acides, ou des bases pour neutraliser ces derniers.

Zoheir BOUAOUICHE
Avez-vous des questions ?

Serge BEDOS
Vendre de tels produits en grandes quantités en conteneurs n'entraîne-t-il pas plus de danger ?

Joseph CARDUCCI
Non, car cela évite beaucoup de manipulations, donc de risques de pollution.

Serge BEDOS
Les règles de sécurité que vous appliquez sont-elles les même chez vos clients ?

Joseph CARDUCCI

7

Oui.

Laurent OLIVE

Les sites utilisant ces produits sont des installations classées, que nous connaissons bien. Leur démarche est de diminuer les quantités de produits dangereux sur site.

Joseph CARDUCCI

Il s'agit d'une tendance datant des années 90.

Bilan des contrôles réalisés par l'Inspection des installations classées

Inspection du 12 novembre 2015

Mathieu FERNANDEZ

DRIEE

L'inspection de sûreté du 12 novembre 2015 a révélé une non-conformité sur une clôture, et quatre axes d'amélioration, pris en compte par l'exploitant, dont la vidéo-protection, les badges pour visiteurs et la réparation du portail endommagé.

Inspection du 22 juin 2016

Nous avons relevé deux non-conformités notables :

- le réservoir construit en 2012 doit être séparé des réservoirs de liquides inflammables afin d'éviter la propagation d'un feu par flux thermiques. La solution est en cours d'étude, et nous attendons incessamment une réponse de KMG
- il n'était pas justifié que le flexible raccordant les émulseurs et le système d'extinction dans la zone de stockage « vrac » était résistant au feu. Il a donc été changé par un tuyau en acier galvanisé, plus résistant.

Les non-conformités étaient au nombre de quatre :

- incompatibilité des produits stockés (fûts d'acides et de bases dans les mêmes locaux)
- quantité stockée d'ammoniac supérieure à celle autorisée
- stockage d'arsine et d'acide fluorhydrique dans des zones non prévues dans l'Étude de dangers
- absence de déclaration annuelle des mesures de la qualité de l'eau rejetée (bien qu'effectuées)

Bilan d'interprétation de l'état des milieux

Des sondages et des prélèvements ont révélé l'existence de traces de pollution dans les sols et la nappe alluviale, mais une absence de transferts de pollution vers l'Orge. L'état des milieux est donc compatible avec l'usage du site, mais nous demandons la poursuite des mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines. Nous demandons également des compléments pour étayer cette absence de transfert de pollution vers l'Orge et des investigations complémentaires sur la nappe de craie, plus profonde.

Joseph CARDUCCI

Nous attendons le résultat des analyses estivales, la température pouvant faire varier les sources de pollution.

Serge BEDOS

Seront-elles interprétées ?

Mathieu FERNANDEZ

Cela le sera par l'Inspection.

Joseph CARDUCCI

Ces études en hiver et en été nous ont été conseillées par un bureau d'études, avec l'accord de la DRIEE.

Zoheir BOUAOUICHE

Avec les compléments demandés par l'Inspection ?

Joseph CARDUCCI

Bien sûr.

Zoheir BOUAOUICHE

Les élus ont-ils des questions ?

Jean-Paul GABIREAU

N'y a-t-il pas plus de non-conformités que les années précédentes ? Celles relevées ne sont pas anodines.

Mathieu FERNANDEZ

Les non-conformités relevées sont de l'ordre de l'exploitation, que KMG doit mieux organiser.

Jean-Paul GABIREAU

La quantité d'ammoniac stocké n'est pas respectée.

Joseph CARDUCCI

Il s'agissait d'une expédition qui n'est pas partie, entraînant un dépassement ponctuel.

Mathieu FERNANDEZ

Il s'agissait d'un dépassement peu notable.

Jean-Paul GABIREAU

Des produits sont stockés dans des zones non prévues.

Laurent OLIVE

Ces produits, par ailleurs stockés dans de bonnes conditions de sécurité, ne l'étaient pas au bon endroit. Nous avons demandé à KMG de les relocaliser ailleurs.

Joseph CARDUCCI

Ce qui a été fait.

Jean-Paul GABIREAU

D'où viennent ces traces de pollution souterraines relevées ?

Joseph CARDUCCI

Ce site, partiellement dépollué en 2000, reste en classe II, c'est-à-dire sous surveillance. Nous effectuons donc un suivi, que la DRIEE nous demande d'affiner pour savoir si cette

pollution est instable. Nous savons aujourd'hui qu'il n'y a pas de sorties en hiver, et nous le vérifions pour l'été.

Jean-Paul GABIREAU

C'est donc toujours un site pollué que l'Etat demande de surveiller.

Laurent OLIVE

Il ne s'agit pas de pollution alimentée, mais de pollutions historiques, présentes depuis longtemps et à surveiller dans le temps.

Jean-Paul GABIREAU

Il s'agit des mêmes produits que Gerber.

Mathieu FERNANDEZ

Ce sont des familles de produits comparables : Composés organo-halogènes volatils (COHV) et Benzènes, toluènes, éthylbenzènes et xylènes (BTEX). Il n'y a pas d'hydrocarbures.

Joseph CARDUCCI

On voit aujourd'hui que Gerber n'amène pas de pollution.

Laurent OLIVE

Nous demandons toujours une surveillance en amont et en aval du site.

Jean-Paul GABIREAU

Etiez-vous présent lors de cette dépollution, M. CARDUCCI ?

Joseph CARDUCCI

Oui. Nous avons excavé, traité et stocké le maximum de terres, mais nous n'avons pas pu le faire sous les bâtiments, restés potentiellement polluants. On nous demande aujourd'hui de surveiller ces sources éventuelles de pollution.

Jean-Paul GABIREAU

Vous avez donc dépollué là où c'était accessible ?

Joseph CARDUCCI

Le parking a été entièrement dépollué, mais pas le bâtiment B, qui reste en classe II, donc sous surveillance.

Laurent OLIVE

Cette démarche a été lancée en 1996 par le ministère de l'Ecologie, qui a demandé un inventaire et une catégorisation des sites concernés.

Questions diverses

Panneaux d'information

Zoheir BOUAOUICHE

Nous attendons les modèles de panneaux validés par la Direction départementale des territoires (DDT). Ils doivent être différents des panneaux de circulation, et non anxiogènes.

Elodie LENNE

DDT

Nous travaillons dessus.

Serge BEDOS

Il était prévu que nous nous réunissions au sujet de ces panneaux.

Zoheir BOUAOUICHE

Les élus s'étaient interrogés sur l'utilité d'une réunion publique, sachant qu'il n'y aurait eu que trois points à voir.

Jocelyne GUIDEZ

Dès lors qu'il s'agit d'une obligation, il n'est pas nécessaire de demander un avis à la population.

Françoise MURE

Association Club des Amis de la Nature et de l'Environnement (CANE) – Représentant des riverains

Le danger concerne les gens qui passent le dimanche.

Jocelyne GUIDEZ

D'autant que les gens ne se déplacent pas.

Zoheir BOUAOUICHE

Il était proposé d'aller à la rencontre de ceux qui se plaignaient de ces panneaux.

Pascal JAVOURET

Il s'agit d'éviter que ces panneaux soient à nouveaux détruits.

Serge BEDOS

Peut-être faudrait-il alors porter plainte.

Pascal JAVOURET

Je souhaitais convoquer les gens du secteur proche : une maison et le centre aéré.

Zoheir BOUAOUICHE

Nous partons donc sur ce principe simple.

Jean-Paul GABIREAU

Pourquoi la première proposition a-t-elle été refusée ?

Zoheir BOUAOUICHE

Cela ressemblait trop à un panneau de circulation.

Laurent OLIVE

On ne peut pas détourner l'usage d'un panneau de signalisation réglementaire.

Mathieu FERNANDEZ

Lors de la dernière CSS, il a été retenu un panneau de type « information ».

Zoheir BOUAOUICHE

Il convient de rappeler l'urgence à la DDT.

Jean-Paul GABIREAU

Où va-t-on les mettre ?

Pascal JAVOURET

L'un des panneaux était hors périmètre de sécurité, ce qui agaçait les riverains en dehors de ce périmètre.

Zoheir BOUAOUICHE

Le maire propose de faire de la pédagogie.

Jocelyne GUIDEZ

Nous le ferons ensemble.

Jean-Paul GABIREAU

Outre les panneaux prévus dans le PPRT, l'arrêté préfectoral prévoit une réunion publique tous les deux ans.

Pascal JAVOURET

Il me paraît inutile d'en faire une sans les panneaux. Les gens concernés par une réunion publique sont les gens proches.

Jean-Paul GABIREAU

Plutôt les gens de passage.

Zoheir BOUAOUICHE

Ce sont plutôt les habitants de la commune.

Jean-Paul GABIREAU

Je parle des gens qui habitent le Mesnil et passent par la rue Boileau.

Pascal JAVOURET

Ce sont plus les habitants de la commune que ceux qui viennent le dimanche.

Laurent OLIVE

On peut considérer que les réunions publiques sur le Plan particulier d'intervention (PPI) valent réunion d'information, d'autant qu'elles sont plus utiles qu'une réunion *ex nihilo*. Les réunions de CSS sont aussi du secteur d'information des populations.

Pascal JAVOURET

Je veux bien en faire une au moment d'installer les panneaux.

Zoheir BOUAOUICHE

Je propose donc que la DDT fournisse les projets de panneaux financés par l'exploitant, que les maires fassent de la pédagogie pour éviter leur destruction, et que les réunions de préparation au PPI jouent le rôle de réunions d'information sur tout ce qui est lié au site.

Joseph CARDUCCI

C'est ce que nous avons présenté lors de la dernière réunion.

Zoheir BOUAOUICHE

C'est une information sur les dangers, ce qui permet d'élargir l'invitation.

Françoise MURE

Un article dans les bulletins municipaux toucherait même plus de monde qu'une réunion.

Jocelyne GUIDEZ

Même si les gens sont au courant, nous faisons une information pour chaque exercice.

Jean-Paul GABIREAU

La réunion publique prévue par arrêté préfectoral n'a jamais eu lieu.

Pascal JAVOURET

Deux réunions ont été regroupées sur la commune de Saint-Chéron

Jocelyne GUIDEZ

Tout Saint-Chéron et tout Sermaise étaient invités, mais la salle était à moitié remplie. Les gens s'en fichent.

Zoheir BOUAOUICHE

Nous sommes d'accord que la prochaine réunion de préparation du PPI tiendra lieu de réunion publique avec toutes les informations nécessaires.

Joseph CARDUCCI

En principe l'année prochaine ou début 2018.

Zoheir BOUAOUICHE

Avez-vous d'autres questions ?

Nathalie LALLIER

Adjointe au maire - Ville de Paray-Vieille-Poste

Nous souhaitons être informés de la tenue de la réunion.

Jocelyne GUIDEZ

Elle se déroulera à Sermaise.

Nous avons visité KMG en juin, et nous constatons que les choses s'améliorent au fil des années. La sécurité se renforce.

Lieu de culte

Jean-Paul GABIREAU

Il n'y a plus de panneaux concernant le lieu de culte.

Pascal JAVOURET

J'ai informé les responsables qu'ils ne pouvaient pas pratiquer de réunions semi-publiques. Ils ont retiré les panneaux.

Françoise MURE

Le portail reste ouvert le dimanche matin.

Zoheir BOUAOUICHE

Les gendarmes m'ont informé qu'il n'y avait pas de rassemblement interdit. En tout état de cause, ce n'est pas déclaré comme lieu de culte.

Pascal JAVOURET

Aucune association n'est déclarée en mairie.

Entreprise de maçonnerie

Jean-Paul GABIREAU

Qu'en est-il de l'entreprise de maçonnerie ?

Zoheir BOUAOUICHE

Il n'y a pas d'entreprise dans ce secteur.

Pascal JAVOURET

En tout cas, pas de siège à cette adresse.

Zoheir BOUAOUICHE

Merci pour votre vigilance.

Autorisation de construire

Françoise MURE

Je suis surprise par l'autorisation de construire rue Boileau.

Pascal JAVOURET

La parcelle objet d'une autorisation de division de terrain est en dehors de la limite de sécurité. Je ne peux donc pas refuser cette demande.

Françoise MURE

On est dans le cadre ou on ne l'est pas.

Pascal JAVOURET

Nous ne sommes pas du tout dans le cercle de sécurité de 300 m.

Françoise MURE

Ces 300 m sont définis par rapport à quoi ?

Zoheir BOUAOUICHE

Cela figure dans l'étude de danger. Nous avons été saisis du contrôle de cette autorisation, et avons constaté que la parcelle se trouvait en dehors du périmètre de danger.

Merci à tous.

Fin de réunion à 11h21